

Oman. La jeunesse n'a pas dit son dernier mot (première partie)

vendredi 26 octobre 2012, par [TOSCANE Luiza](#) (Date de rédaction antérieure : 7 octobre 2012).

Pour la seconde partie, voir sur ESSF (article 27543), [Oman la jeunesse n'a pas dit son dernier mot \(seconde partie\)](#).

Sommaire

- [La fonction publique ouvre le](#)
- [Du public au privé](#)
- [La solidarité du mouvement](#)
- [Un mouvement inédit](#)
- [Les arrestations individuelles](#)
- [La liberté de l'information en](#)

Les jeunes Omanais sont sortis dans la rue trois jours après le départ de Ben Ali en Tunisie. Retour sur une contestation méconnue dans un pays de seulement trois millions d'habitants et dont le Sultan est devenu depuis la chute de Kadhafi le plus ancien dictateur arabe puisqu'il règne sans partage depuis plus de quarante ans. Les jeunes Omanais ont partagé les revendications qui étaient celles de leurs pairs arabes : justice sociale et démocratie, sans toutefois exiger le départ du Sultan.

Dès le 17 janvier 2011, les manifestants donnent le ton qui prévaudra pendant deux ans : « *Où est le pétrole, Où est le gaz ?* » est le slogan des manifestants, qui s'interrogent sur l'utilisation de l'argent de la rente et s'en prennent à deux ministres corrompus « *Non à Maqoul, Non à Mekki* ».

C'était la première manifestation, la « marche verte » à Mascate, la capitale. Les trois millions d'habitants du Sultanat se répartissent sur un pays d'une longueur équivalente à un Lille-Marseille, dépourvu de liaisons ferroviaires. Les manifestations vont dès lors éclater de façon simultanée en plusieurs endroits et reprennent dès le 18 février à Mascate lors de la seconde « marche verte », pour le changement du régime, puis le 25 pour les salaires et contre la corruption, idem à Shinas. Jusqu'au 1^{er} mars, les manifestations vont crescendo. Le 27 février à Sohar, port industriel, les affrontements avec la police font un mort et des blessés tandis qu'à Shinas, les étudiants du technique sortent pour une manifestation qui se prolongera dans la nuit.

Le 1^{er} mars, le régime organise une manifestation de ses partisans et l'armée prend le contrôle de la ville de Sohar. Les manifestations reprennent à Salalah dans la région occidentale du Dhofar et à Jaalan Bani Bou Ali.

La fonction publique ouvre le cortège

La fonction publique se mobilise à compter de mars. Les 4 et 8 mars les employés des médias sont devant le ministère de l'Information ; les employés d'Oman Air font grève pour la hausse des salaires, le changement de responsables, et l'omanisation du management. Ils obtiendront de substantielles augmentations. Les 8 et 18 mars, vient le tour des employés d'Omantel, qui demandent aussi des prêts au logement, des employés de la poste (12 mars), des banques et de la santé (14 mars), des fonctionnaires de l'Office des investissements et du financements.

Le personnel de la santé avait organisé une montée nationale et au terme d'une assemblée générale devant le ministère, avait été reçu. Leurs revendications : salaires, formation, mise à l'écart des responsables corrompus, sécurité du personnel, augmentation du personnel et des services. Le 19, les instituteurs du Dhofar font grève et se rassemblent sur la place de la réforme devant la direction de l'enseignement. Le 26 mars, les électriciens tiennent une assemblée générale. Ils réclament des garanties pour leur carrière et la fin de la corruption au siège de la compagnie. Ils mettent en exergue leur travail difficile et dangereux. Le même jour, les chauffeurs de transport scolaire cessent le travail.

Pour la première fois depuis le début des mouvements de contestation dans les pays arabes, des travailleurs du pétrole font grève : dès le 16 mars, des centaines de travailleurs de Petroleum Development Oman (PDO) cessent le travail à Mascate pour une revalorisation des salaires, tandis que des travailleurs des sites pétroliers de Marmul et ceux du site gazier de Karn Al Alam cessent aussi le travail pendant quelques heures. Le 20 mars, les travailleurs d'Oman Metanol Society font grève et observent un sit-in pour les salaires et le changement de la direction des ressources humaines.

Chômeurs, fonctionnaires, ouvriers des sociétés publiques sont en mouvement.

Ils sont rejoints par les étudiants : le mouvement commence à Shinas, par les étudiants de sciences techniques suivis le 7 mars par ceux des facultés de sciences appliquées de Mussana, de Sour le 14, de Sohar et Rostaq le 15, et ceux de l'université de Sohar bloquée à partir du 20 mars, « *pour la réforme du système universitaire, le départ de Ghassan et Hamza, la démission du ministre de l'enseignement supérieur, la mise en place d'un conseil d'étudiants dotés de prérogatives* ». Les travailleurs du secteur privé manifestent à leur tour par centaines le 24 mars à Mascate devant les bâtiments gouvernementaux pour des augmentations de salaires.

À ces mobilisations sectorielles s'ajoutent des rassemblements pour des aménagements et des équipements : blocages de routes pour exiger des aménagements de ronds-points, blocage d'une usine de marbre. Les réponses du régime (cf deuxième partie) en termes d'augmentations de salaires vont désamorcer le mouvement de la fonction publique. Restent dans la rue les chômeurs et le mouvement démocratique et internationaliste.

Les chômeurs vont désormais occuper la rue. À Sohar, Ibri et Jaalan Bani Bou Ali, leurs manifestations sont particulièrement véhémentes. Le mouvement se structure avec le concours des intellectuels et des démocrates. Dès le 22 mars, des tentes sont plantées à Mascate devant le Conseil consultatif, à Salalah devant le bureau du gouverneur et à Sohar. Les sit in de Salalah et de Sohar vont durer des semaines. Des revendications y sont discutées jour et nuit.

Les révolutions bahreïnienne et syrienne vont tour à tour s'attirer la sympathie des jeunes Omanais. A partir du 16 mars, un sit in d'une semaine est organisé devant l'ambassade du Bahreïn et le 16 août les manifestants exigent devant l'ambassade de Syrie à Mascate le renvoi immédiat de l'ambassadeur de Syrie à Oman et le rappel de l'ambassadeur d'Oman en Syrie. Ils publient un

manifeste « Le salut des Omanais libres aux Syriens libres », signé par 87 personnes. En avril 2012, la jeunesse d'Oman lancera une collecte de fonds pour les réfugiés syriens dans les pays limitrophes de la Syrie (Omani Youth Campaign), notamment à Mascate, Sohar, Sour, Jaalan Bani Bou Ali et Salalah.

Le mois d'avril va voir la dispersion des sit-in et la disparition des tentes. Commence alors un cycle de mobilisations surtout les vendredis pour les revendications insatisfaites et contre la répression qui fait rage à partir d'avril. Pétition pour la réintégration de Salah Amri, un journaliste démis de son poste et le 1^{er} avril ; manifestation à Sohar pour la libération des personnes arrêtées. Le 22 avril, un millier de personnes manifestent à Mascate pour des réformes et une immense manifestation à Salalah. Le 6 mai encore Salalah, Sour et Mascate sont le théâtre de manifestations. En mai toujours à Jaalan Bou Ali, Mascate, Sohar. En juillet, les manifestations reprennent les 1^{er}, 8, 22 et 29 à Sohar, pour exiger la libération des personnes arrêtées, la création d'emplois et des réformes.

Au mois d'août, les manifestations reprennent à Salalah, à l'initiative d'intellectuels qui réclament l'indépendance de la justice, un Etat civil, la séparation des pouvoirs, que le peuple soit la source du pouvoir, l'édification d'un Sultanat constitutionnel. La corruption y est dénoncée. La mobilisation se poursuit pendant le mois du Ramadan.

Néanmoins le mois de Ramadan conjugué à la chaleur et à la répression sonne le glas des manifestations hebdomadaires, mais pas celui de la mobilisation qui reprend en septembre.

Dès le 28 août, les pilotes d'Oman Air sont en grève pour quelques heures. En septembre, tour à tour, les enseignants à Ruwi, les chômeurs de Shomoukh, de Jaalan Bani Bou Ali, les citoyens de Suwaiq et de Saham se mobilisent. Le 11 septembre, un couple annonce la programmation de son suicide sur Internet et le 13, une manifestation contre l'endettement des ménages a lieu devant la banque centrale à Rawi. Les manifestations sont quasi quotidiennes, mêlant revendications pour l'accès à l'eau, l'électricité (contre les coupures), la liberté de la presse et toujours pour l'emploi. Parfois pour certaines catégories de chômeurs, comme les pharmaciens le 8 octobre.

Le 10 octobre, un rassemblement est organisé dans toutes les facs techniques. Les revendications : placer les facs technique sous la tutelle du ministère de la Main d'Oeuvre, allègement des horaires d'études, fin du harcèlement sexuel des étudiantes par les professeurs, la mise en place de restaurants universitaires corrects avec des plats gratuits, l'instauration de conseils étudiants, la création de logements pour les étudiants, le droit de redoubler.

Les instituteurs rentrent en mouvement le 10 octobre. Ils veulent créer des associations d'instituteurs dans chaque région, en vue de créer une association nationale. Ils remettent en cause leurs conditions de travail, exigent des équipements, de l'eau potable, de l'électricité en permanence, de l'hygiène, des transports scolaires, du matériel pédagogique de base comme des crayons, la non mixité dans les écoles, les toilettes, les transports scolaires, l'aménagement du temps scolaire. La violente répression de leur rassemblement dans la région de Batinah suscite l'indignation et 67 écoles de la région se mettent en grève, puis 90 à partir du 16 octobre.

Avec la répression, des manifestations pour les libertés démocratiques vont prendre le pas sur les autres à la fin de l'année 2011 ; les 19 septembre, 17 octobre et 8 décembre, devant le bureau du Procureur à Khuwair, le 27 en solidarité avec le journal Ezzamn menacé de fermeture. Le 15 décembre, commence une longue grève de la faim des prisonniers arrêtés lors des manifestations de l'année 2011. Les familles passent à l'action et tentent de manifester.

Du public au privé

L'année 2012 commence sur plusieurs fronts, lycéens, travailleurs du secteur privé et du public.

Du 27 décembre au 10 janvier ont eu lieu les examens de la 5^e à la 11^e année. La publication des résultats déclenche l'ire des lycéens dont le slogan reste « Nous voulons réussir ». À l'école d'Azan à Buraïmi, des centaines de lycéens manifestent. Douze classes brûlent suite à la publication d'un taux de 15 % de réussite. Dans le gouvernorat de Sohar des écoles et le lycée secondaire de Sohar ont été vandalisés. Idem dans les régions de la Batinah et de Mascate. Les autorités craignent le pire avec la recrudescence d'incendies criminels à l'approche du premier anniversaire du déclenchement du mouvement.

En février toujours, commence un sit in à l'institut d'infirmier de Salalah. Les étudiants disent attendre depuis huit mois l'application des décrets royaux publiés en août 2011 qui prévoient une revalorisation des allocations. L'administration veut les déloger, en vain. Le mouvement s'étend. Un sit-in de solidarité commence dans l'institut de la Batinah septentrionale, puis en mars, ce sont ceux des instituts de Al Maziouna, Thumrait, Sadah, Dalkut, Rakhyut et Shalim, puis ceux de Mascate sont touchés.

Les médecins de la fonction publique menacent de faire grève, puis les employés de la sécurité se rassemblent pour réclamer des augmentations, une prime de risque. C'est le tour du personnel au sol d'Oman Air en mars. Les mobilisations de la fonction publique sont suivies de promesses, mais c'est un tout nouveau front de mobilisations qui s'ouvre dans le Sultanat en 2012, celui du privé.

Le 4 janvier, 500 travailleurs indiens d'Al Radic Construction Company marchent pour se rendre au ministère de la Main d'œuvre à Suwaiq, en raison du non paiement des heures supplémentaires, qui leur ont été déduites de leur salaire chaque mois.

Le 15 janvier, 3 000 travailleurs de la construction du nouveau terminal de l'Aéroport International de Mascate sont en grève. Leur paye est amputée de 145 riyals. Ils sont employés du consortium Bechtel (EU) Enka (Turquie) Bahwan (Oman) en charge du nouveau terminal qui emploie 2 000 indiens, le restant se répartissant entre ressortissants du Bangladesh et du Pakistan.

Le 5 février, c'est au tour des chauffeurs omanais de BEB Consortium de bloquer l'accès à l'aéroport pendant une journée pour un différend touchant aux salaires.

Le 7 mars, 300 travailleurs indiens de Nagarjuna Construction Company International sont partis à pied de Quriat pour se rendre à Mascate (80 km) tandis que 2 000 travailleurs sont en grève depuis cinq jours pour exiger des salaires non payés depuis deux mois et des augmentations de salaire et le paiement des heures supplémentaires.

Fin mai, un millier de travailleurs des sites pétroliers de Nimr, Marmul, Fahud et Qarn Al Alam, employés par des entreprises sous traitantes de PDO (comme Tawoos Industrial Service Company, Wood Groups, Al Turkey Enterprises, Halliburton, Attila Dogun) et de OXY Oman se mettent en grève pour quatre jours. Pour l'essentiel ce sont des Omanais, des chauffeurs surtout. La compagnie PDO (détenue en partie par Royal Dutch Shell, Total, Partix) assure 70 % de la production du gaz et du pétrole. Leurs revendications : hausses de salaires, primes de risque, d'ancienneté, de cherté de la vie ; baisse du temps de travail ; aménagement des horaires en été ; égalité avec le privé en matière de retraite.

Le conflit a des répercussions sur d'autres secteurs d'activités. KCA Dentag Driting Company (Ecosse), congédie ses travailleurs. Neuf sociétés pétrolières dont des omanaises menacent

immédiatement de délocaliser vers d'autres pays du Golfe, puis demandent des réparations matérielles pour les préjudices subis. PDO refuse de payer. Des centaines de travailleurs sont licenciés, notamment par Halliburton, puis réintégrés à l'issue d'une médiation menée par une délégation du Conseil consultatif. Les travailleurs ont formé des comités pour les représenter au sein de chaque société.

Du 10 au 13 juin, les employés de l'Hôtel Intercontinental de Mascate sont en grève et exigent que le ministère du Tourisme reprenne l'administration de l'hôtel, pour une amélioration de leurs conditions de travail, un local syndical et des aménagements salariaux.

Le 2 juillet, des centaines de chômeurs manifestent pendant deux jours à Sohar pour des emplois, de meilleures conditions de travail, la fin de la corruption et la libération des militants emprisonnés. Le 14 mai, des centaines de chômeurs avaient manifesté aussi à Buraïmi jour et nuit.

Le 6 août, les travailleurs de BEB Consortium sont une fois de plus en grève pour quelques heures suite à des rumeurs sur la mort d'un travailleur indien à l'hôpital, rumeurs auxquelles la société met fin, ainsi qu'à la grève.

La solidarité du mouvement démocratique avec les travailleurs

Le 29 mai, des militants des droits de l'homme appellent à un rassemblement de protestation devant le ministère de l'Habitat pour la victoire de la jeunesse du secteur privé « *en défense de la légitimité des revendications des travailleurs du pétrole* ». Le 31 mai, trois membres de la société civile qui tentent de se rendre sur les sites pétroliers pour rendre visite aux grévistes seront arrêtés.

Le 8 juin, un nouveau rassemblement de solidarité donne lieu à des arrestations. Deux femmes arrêtées entament une grève de la faim. La solidarité devient internationale : 88 intellectuels du Golfe dénoncent les arrestations à Oman. Les organisations internationales de défense des droits de l'homme (Amnesty International, Human Rights Watch, Gulf Center For Human Rights, Arabic Network For Human Rights Information, Front Line Defenders) et de la liberté de l'information (Reporters sans frontières) mènent des campagnes de longue haleine de défense des démocrates emprisonnés.

Le 6 août, a lieu un rassemblement devant le bureau du Procureur à Khuwair pour demander la libération des personnes emprisonnées.

Un mouvement inédit

Pour la première fois dans l'histoire du Sultanat, la jeunesse travailleuse ou au chômage s'est mobilisée. Audacieux dans un pays où les partis politiques sont interdits, où les syndicats n'ont été autorisés qu'en 2006 et où la création de l'Union des Travailleurs du Sultanat d'Oman ne date que de 2010, ce sont les travailleurs eux-mêmes qui sont à l'origine de la grande majorité des grèves. L'immensité du pays, ajoutée à l'absence de structures d'organisation, explique la spontanéité et la fragmentation initiales du mouvement. Elles ont été compensées par la propension à l'auto organisation, la coordination et les discussions via Facebook ou les forums de discussions ainsi que par les encouragements venus des exemples des autres pays arabes, même si les contacts sont restés éphémères, voire inexistantes.

Toutefois, les mouvements, s'ils s'encouragent les uns les autres, ne se généralisent pas et ne donnent pas lieu à des solidarités à l'échelle nationale. La revendication relative à l'omanisation des

emplois, à savoir le recrutement d'Omanais en priorité notamment au niveau des cadres, a isolé les mouvements des travailleurs étrangers du secteur privé. Le mouvement s'est déroulé sur la voie publique, de façon pacifique. Même les assemblées générales de travailleurs du secteur public se sont tenues au vu et au su de la population et ont donné lieu à une médiatisation via internet. Si le mouvement démocratique est profondément mixte, la séparation est restée de mise dans les manifestations et dans les tentes. L'entrée en scène des familles de prisonniers a contribué à le féminiser davantage. La mobilisation à Oman Air ou dans la santé a été largement le fait de femmes.

Les manifestants ont exigé du Sultan des réformes radicales, mais jamais le départ ou la chute de ce dernier. « *Le peuple veut la réforme du régime* » reste le slogan essentiel. Parfois, le Sultan a été remis en cause de façon allusive, notamment à Salalah le 6 mai 2011 : « *À chaque fois que le Sultan prend du retard, le peuple se met en colère* » et surtout « *Révolutionnaire, révolutionnaire, réfléchis bien Kabous, nous sommes les petits-enfants des révolutionnaires* » (sous entendu, du Dhofar des années 70). De rares graffitis anonymes ont visé le Sultan en 2011 : « *Le peuple veut la chute de Qabous* ».

À Mascate où sont concentrées les institutions, ainsi qu'à Salalah, les mots d'ordre se concentrent sur la réforme du régime, tandis qu'à Sohar, le mouvement prend d'emblée une tournure de révolte sociale. Très rares sont les slogans qui touchent à la politique économique d'Oman, sinon de façon parcellaire. Si on réclame que le poisson ne soit plus exporté mais destiné au marché local, ou encore que l'Anglo-néerlandaise Shell (qui détient un tiers de PDO) soit nationalisée à travers la campagne « *Stop Stealing Our Oil* », ces revendications ne procèdent pas d'une remise en cause globale.

Face à l'irruption de la jeunesse, le pouvoir va mener de front la répression et les réformes.

Répression des manifestations, arrestations et utilisation de la violence La répression commence lors de la manifestation de Sohar le 27 février : un mort (Abdullah Al Ghimlassi) et une douzaine de blessés lors d'affrontements avec la police anti émeutes. Une quarantaine de manifestants sont interpellés avant d'être relâchés. En mars, un journaliste est évincé de son émission de radio.

Le 29 mars, l'armée déloge les manifestants qui campaient sur le rond-point de Sohar depuis un mois et prend possession des lieux après avoir procédé à des dizaines d'arrestations, suivies de détentions au secret. Le 1^{er} avril, la manifestation de Sohar organisée dans la ville est violemment réprimée. Les forces de l'ordre n'hésitent pas à recourir aux matraques, lacrymogènes et armes à feu faisant une dizaine de blessés et un mort, Khalifa Salem Aloui. Des blindés prennent position dans la ville. Une soixantaine de personnes est arrêtée. L'accès aux mosquées est restreint et l'identité des résidents est vérifiée. Le 5 avril, le procureur général intime l'ordre d'arrêter des suspects de ports d'armes à des fins suspectes et lance un appel à la délation.

Le 8 avril, un écrivain et une militante sont kidnappés, battus et insultés par des « individus masqués » à Rusayl avant d'être relâchés. Ses agresseurs menacent de mort l'écrivain s'il continue à militer. Basma Rajhi a dû être hospitalisée.

Le 9 avril, les autorités annoncent l'arrestation du « *Gang des Dragons* » de Sohar et des poursuites contre 26 personnes. Les autres manifestants de Sohar sont remis en liberté.

Le 14 avril, l'armée disperse le rassemblement de 3 000 personnes de Mascate ; La loi du couvre-feu n'avait pas empêché les manifestants de sortir dans la rue.

Le 25 avril, le forum du site Al Hara Al Omania est bloqué par les serveurs Nawras et Omantel. Son contenu aurait contrevenu aux lois en vigueur. Le 8 mai, la police arrête des jeunes accusés d'avoir

des actes de vandalisme dans des édifices publics à Jaalan Bani Bou Ali à l'issue d'une manifestation pour l'emploi.

Le Président du Conseil consultatif déclare que les manifestations n'ont plus de justification. Cette déclaration sous entend que les réformes ont répondu aux revendications des manifestants et doit être comprise comme une menace.

À partir du 12 mai, les forces de l'ordre arrêtent des manifestants à Mascate, Salalah et Sour, et évacuent les campements de tentes. Le 16, 500 personnes auraient été arrêtées à Salalah. Faute de places à la prison d'Arzat, certaines auraient été « enfermées » sous des tentes. Toujours à Salalah, c'est un corps spécial, les Firqat, qui n'existe que dans le Dhofar, qui prend position sur la « place du peuple » et empêche la manifestation de se tenir.

Les procès commencent à Ibri où des années d'emprisonnement sont distribués pour « *blocage de routes* », « *entrave au travail des fonctionnaires* », « *atteinte aux biens publics* », même chose à Mascate une semaine plus tard, avec des peines allant jusqu'à cinq ans d'emprisonnement.

Le 1^{er} juillet, les affrontements reprennent à Sohar avec les forces de l'ordre, qui utilisent lacrymogènes et balles en caoutchouc.

Le 29 juillet, les forces de sécurité empêchent les manifestants de marcher vers le rond point de Tarif, mais il n'y a pas d'affrontements.

Le pouvoir laisse faire les manifestants de Salalah, néanmoins le 22 juillet, un premier avertissement leur est envoyé avec l'arrestation d'un avocat qui participe au sit-in, Nasser Sakroune qui s'était prononcé pour la publicité des revendications et contre l'abandon du sit-in, condition imposée par le gouvernement pour un dialogue.

En septembre à Sohar, le rassemblement au rond point de Khabourah est dispersé et des dizaines de manifestants sont interpellés. Le 10 octobre, le rassemblement des instituteurs est violemment réprimé par les forces de l'ordre qui utilisent matraques et lacrymogènes et procèdent à des interpellations.

En décembre, les familles des prisonniers ne se voient pas délivrer d'autorisation pour leur rassemblement. En janvier deux journalistes indiens du Muscat Daily sont interpellés et interrogés alors qu'ils tentent de couvrir la grève des ouvriers de la construction du nouveau terminal de l'aéroport.

Les arrestations individuelles

Nasser Sakroune, avocat arrêté à Salalah (voir plus haut)

Moawiya Al Rawahi, blogueur, en février 2012.

Mohammed Ben Hamdoun, syndicaliste, ancien responsable du Syndicat des travailleurs du gaz naturel, en février 2012.

Ammeur Hardan, lors de la manifestation de soutien au peuple syrien le 10 février 2012.

La liberté de l'information en péril

Hormis les fermetures de sites Internet, les arrestations de blogueurs, les interpellations de journalistes pour les empêcher de couvrir des grèves ouvrières ou des manifestations, sans pour autant qu'ils soient poursuivis, l'éviction d'un journaliste de la radio, le hacking des pages Facebook de militants, c'est le quotidien *Azzamn* qui va symboliser pendant des mois la lutte pour la liberté d'expression.

Le 21 septembre 2011, le tribunal de première instance de Mascate ordonne la fermeture temporaire du journal, et condamne à cinq mois d'emprisonnement le rédacteur en chef, le directeur et un fonctionnaire du ministère de la Justice qui aurait transmis les informations à la base d'un article paru le 14 mai, en témoignant de la corruption au sein du ministère et du favoritisme dans les nominations. Leur avocat ayant fait appel, les journalistes sont libérés sous caution et la fermeture reportée à l'audience en appel. La cour d'appel confirme le 31 décembre le jugement en première instance.

C'est aussi sa liberté de ton d'Ammar Maamari qui dérange : ce blogueur omanais, qui enseigne à l'université d'Irbid en Jordanie depuis 2008, est convoqué par les autorités jordaniennes pour être expulsé vers Oman à la demande des autorités. Il avait publié le rapport médical sur le décès d'Abdullah Ghimlassi en février 2011. Les autorités jordaniennes ont finalement renoncé à le renvoyer. Il continue de s'exprimer sur son blog « Si j'avais des ailes ».

En conclusion, le pouvoir a « laissé faire » en janvier et février 2011, les premiers manifestations, notamment des travailleurs de la fonction publique. Le ton change à partir du 27 février, avec le début de la répression qui va se déployer à des rythmes et des modalités différentes selon les villes.

À Sohar, où s'exprimaient des chômeurs, sur la base de revendications sociales, à même de bloquer l'activité de la ville industrielle, la répression a été féroce, meurtrière et quasi ininterrompue. À Salalah, épice de la contestation « politique » exprimée par la société civile, le pouvoir a attendu longtemps pour intervenir, préférant suggérer dans un premier temps une possibilité de dialogue. Les tribunaux ont suivi la même logique, condamnant aux plus lourdes peines les manifestants de Sohar, puis ceux d'Ibri ...

En revanche, en 2012, la répression des travailleurs du privé a été laissée au patronat, même si les forces de l'ordre ont été dépêchées sur les lieux. L'appareil de répression s'est déchaîné sur toutes les forces démocratiques qui s'étaient libérées à partir de la grève des travailleurs du pétrole. La répression a été annoncée par la voie d'un communiqué du Procureur : des poursuites seront engagées contre toute personne publiant dans les médias ou Internet, des écrits insultants qui seraient considérés comme une incitation à agir sous prétexte de liberté d'expression.

Les arrestations de manifestants pacifiques se succèdent en juin et juillet 2012, les seconds étant arrêtés pour avoir demandé la libération des premiers. Les mois de juillet, août et septembre voient le tribunal de première instance de Mascate condamner à des peines d'emprisonnement des blogueurs, des militants, des avocats, des écrivains à des peines d'emprisonnement allant de 6 mois à 18 mois pour « crime de lèse-majesté » ou de « rassemblement interdit ».

La guerre sans merci livrée aux travailleurs « contrevenant à la législation sur le travail » en d'autres termes les renvois massifs de travailleurs étrangers n'a pas rencontré d'opposition.

Le 1^{er} octobre 2011, la police royale arrête en une seule nuit 1 317 immigrés illégaux de diverses nationalités (Pakistan, Bangladesh, Inde). Ils sont emprisonnés dans l'attente des preuves de leur illégalité et de leur renvoi. Pour la seule année 2011, 11 772 travailleurs ont été arrêtés pour

« *infraction aux lois sur le travail* ».

Pour la seule journée du 12 mars 2012, 439 étrangers sont arrêtés à Mascate ; 2 293 sont arrêtés dans le Sultanat pour le seul mois de juillet, les statistiques de l'année 2012 n'étant pas encore disponibles. Le Sultanat se targue par ailleurs d'avoir renvoyé 35 000 Pakistanais entre 2000 et 2005, c'est dire que cette politique est bien antérieure à l'émergence des revendications sociales. Ces tragédies ne suscitent guère de compassion et encore moins de solidarité. En août 2012, plus de 500 Pakistanais ont été renvoyés par bateau, qui a tourné cinq jours en mer avant de pouvoir accoster, le Pakistan refusant à son tour de les recevoir.

La répression qui a suivi la grève des travailleurs du pétrole a eu un impact sur la mobilisation. Les appels à rassemblements sont désormais interdits sur les sites internet. Les pages Facebook de Ahrar Oman (les libres d'Oman) ou Al mubadara al insania lilmoutalaba bilifraj an mutaquili al muthaharat fi Sultanat Oman (L'initiative humanitaire pour la libération des manifestants arrêtés dans le Sultanat d'Oman), particulièrement documentées et actives, sont muettes depuis juillet. Enfin, avec la destruction du rond-point du Globe à Sohar, qui était devenu l'épicentre de la contestation, officiellement à des fins d'aménagement routier, disparaît également le monument qui emblématique de la première insurrection de masse de la jeunesse d'Oman.

À suivre...

Luiza Toscane

P.-S.

* Divergences2, dimanche 7 octobre 2012 :
<http://divergences2.divergences.be/spip.php?article26>